FNEC-FP FO 91
LA FORCE SYNDICALE

Déclaration de la FNEC FP FO 91 au CTSD du 23 juin 2022

Monsieur le Directeur Académique de l'Essonne,
Chers collègues,

Dimanche dernier le second tour des législatives a donné un résultat sans précédent.

Ce résultat confirme l'analyse des journalistes politiques quant à l'élection d'un président élu par rejet d'un autre. La casse de l'Éducation Nationale et plus largement des services publics en marche depuis plus de vingt ans, s'est exponentiellement accélérée ces cinq dernières années. On entend que c'est la démocratie qui porte au pouvoir tel président et tel député. Mais un électeur doit avoir la science de son malheur pour savoir qu'il faut voter et pour choisir qui élire. Saccager les services publics, et donc l'éducation Nationale, est devenu un sport d'élite aux mains des penseurs déconnectés, assistés par des technocrates, bien connectés eux, mais peu soucieux du bien commun. *(cf Hôpitaux, DGFIP, nouveaux rythmes Peillon/Hamon/Belcassem/Banquer ; CP et CE1 à 12 puis 100% réussite, …)*

L'École est en souffrance, les écoles sont en souffrance, les personnels sont en souffrance. La crise sanitaire a servi de prétexte accélérateur à la tentative d'imposer des réformes inutiles et même aggravant les conditions de travail des personnels. Constellations sans queue ni tête quand les collègues demandent de vraies formations. Évaluations d'écoles et de collèges quand c'est l'action du ministère qu'il faudrait commencer par évaluer. Loi Rilhac qui rend le conseil d'école décisionnaire et le directeur l'exécutant de ces décisions. Fusion des corps d'inspection du premier et du second degré. Inclusion scolaire systématique contre l'intérêt réel de l'élève handicapé, en mentant aux familles de ces élèves quant à l'efficacité de cette inclusion au rabais ; sans les moyens indispensables, et en mettant en souffrance les autres élèves de la classe dans de nombreux cas, souffrance des personnels AESH, des personnels enseignants et des personnels de direction.

Nous avons un nouveau ministre de l'Éducation Nationale, un nouveau premier ministre, la belle affaire. Ce qui importe pour la FNEC FP FO 91 et pour ses adhérents c'est le concret de l'action ; ce sont les faits.
Or depuis la nomination du nouveau gouvernement et d'un nouveau ministre de l'Éducation nationale, force est de constater qu'aucune rupture avec les années Blanquer n'est à l'œuvre ni même envisagée. L'École publique, en raison de la multiplication des contre-réformes et des politiques d'austérité, est en état de déliquescence.
Pour sa part, la FNEC FP-FO revendique des concours exceptionnels tout de suite pour recruter des personnels fonctionnaires d'État en nombre suffisant. Il faut des concours exceptionnels de

recrutement d'enseignants dès la 3ème année de Licence.
Il y a urgence à revaloriser le point d'indice et la grille indiciaire. ET ce ne sont pas les 3% d'augmentation envisagée du point d'indice qui motiveront les candidats au concours. Le pouvoir d'achat des fonctionnaires est à 25% en dessous de ce qu'ils devraient percevoir. Nous ne demandons pas de prime mais une augmentation immédiate de nos salaires.
Il y a urgence à accorder un vrai statut et un vrai salaire aux collègues AESH. Il faut en finir avec la politique des miettes indemnitaires !
Dans le 1er degré, la situation va être fortement dégradée par le très faible nombre d'admis au CRPE de l'académie de Versailles, au regard des postes proposés. Les conséquences sont immédiates pour nos collègues qui se voient refuser dès à présent des demandes de temps partiels, de détachement, de disponibilité, de rupture conventionnelle …
Les collègues qui n'en peuvent plus se retrouvent contraints de démissionner.
Et, cela se rajoute aux très nombreux enseignants qui se voient refuser, une nouvelle fois, leur changement de département Mouvement Inter, permutations, ineat-exeat...
Pensez-vous vraiment Monsieur le Directeur Académique comme les penseurs émétiques des chaînes d'infos en continu et à priori comme Madame la rectrice de l'Essonne qu'un JOB-DATING est la solution du problème ??
Les personnels ont été scandalisés d'apprendre que le rectorat de Versailles organisait ces « job dating » ou recrutement « en 30 minutes ». Ils y perçoivent une profonde dévalorisation de leur métier en lien avec leur salaire toujours plus dévalorisé au regard du coût de la vie et de l'inflation !

Pensez-vous vraiment Monsieur le Directeur Académique que n'importe qui avec avec un bac +3 +4 +5 va pouvoir assurer la mission de service public d'éducation ? Vous pensez que l'école est une garderie où la transmission des connaissances est assurée par des personnels formés une semaine ?!
Et encore Monsieur le Directeur Académique, l'accueil des enfants dans les garderies, CLSH, colonies de vacances, camps d'ados était de bien meilleure qualité avant le saccage du ministère de la Jeunesse et les sports par le gouvernement et le ministre Blanquer.
Monsieur le Directeur Académique, nombreux sont les collègues qui n'en peuvent plus mais doivent faire bouillir la marmite et qui mettent leur santé en danger.

Nous sommes présents aujourd'hui en CTSD pour des mesures d'ajustements dans le 1er degré pour la rentrée 2022. Le compte n'y est pas : le manque de postes comme le manque de personnels pour assurer ces postes ont des conséquences immédiates. De nombreuses classes ne sont pas ouvertes (en surveillance à l'ouverture) et de très nombreuses classes sont fermées.

Nous dénoncions en février dernier l'absence de créations de postes de remplaçants en nombre suffisant alors que le nombre de classes non remplacées a littéralement explosé cette année. Nous vous avions d'ailleurs alerté par courrier à ce sujet. Concernant les moyens de remplacement, nous sommes donc encore très inquiets.

Comme il n'y a plus de CAPD sur les opérations de mouvement, nous vous faisons part du mécontentement d'un nombre très important de nos collègues qui perçoivent à quel point leurs droits sont remis en cause par cette loi de transformation de la fonction publique. En effet, les opérations se font dans l'opacité, l'information aux collègues est défaillante.
Ce ne sont pas les collègues administratifs de la DSDNE91 qui sont en cause mais bien l'idéologie même de cette loi.
Comment améliorer le dialogue social pour le président macron ? Tout simplement en supprimant le dialogue social.
Se réunir avec les représentants des personnels élus (et eux à plus de 50% de participation) pour leur

exposer les décisions prises ce n'est pas du dialogue social Monsieur le Directeur Académique.
Quand l'ensemble des représentants des personnels votent contre un projet et qu'il s'applique malgré tout ce n'est pas du dialogue social Monsieur le Directeur Académique.
On ne pourrait pas supprimer le dialogue social ?
On ne peut, en tout cas, pas l'annoncer ainsi, donc on appelle ça la transformation de la fonction publique. Plus justement on devrait l'appeler dégradation de la fonction publique.
On ne supprime pas les CAP ni les élus du personnel mais on leur ôte tout pouvoir de défense des personnels. C'est ce gouvernement qui est intégralement responsable de ce chaos organisé.
Les technocrates du langage étant plus nombreux que les penseurs ils utilisent le mot anarchie au lieu de chaos pour dénoncer leurs adversaires. À moins que ça ne soit la peur d'être démasqué à leur propre jeu ? Il est plus probable que ce soit de la médiocrité intellectuelle.

Par ailleurs, de nombreuses écoles du département se voient désignées pour subir une « évaluation d'école ». La FNEC FP FO réaffirme sa revendication d'abandon de ces évaluations d'écoles. Elle partage le contenu de l'appel contresigné à ce jour par plus de 60 écoles de Haute Garonne qui indique notamment :
« Nous refusons d'être évalués par les parents, les élus, le personnel municipal, les élèves et les agents du périscolaire. Nous refusons la mise en concurrence des écoles au profit d'une école des territoires qui n'est pas garante de l'égalité. Nous réaffirmons la liberté pédagogique individuelle de chaque enseignant sur des programmes nationaux. Nous refusons la remise en cause des décisions prises par l'équipe enseignante lors des conseils des maîtres. Nous refusons la mascarade d'auto-évaluation calquée sur le management d'entreprise. Nous refusons un investissement chronophage dans la mise en œuvre de ces évaluations au détriment de nos missions d'enseignement. (…) *Nous refusons cette stratégie du leurre. Ces évaluations d'écoles ne répondent en rien à nos besoins et revendications.(…)* »

Au Comité technique académique de Versailles du 24 mai, dans un vœu commun, les organisations FNEC FP-FO, FSU, CGT, SNALC ont notamment exigé l'ouverture immédiate d'un concours exceptionnel à bac +3, une forte augmentation du point d'indice, l'abandon des réformes Blanquer qui saccagent l'École publique et dégradent les conditions de travail des personnels, l'abandon de la loi de transformation de la fonction publique.